

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT DE LA BERD

Séance d'ouverture du Conseil des gouverneurs
Mercredi 8 mai 2019, 9h30 – 10h30
Bâtiment de l'Assemblée parlementaire, 1^{er} étage, Grand Hall
M. Suma Chakrabarti, Président de la BERD

1. Mots d'accueil et de bienvenue

Présidents et Premiers ministres,
Éminents gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à 28^e Assemblée annuelle de la BERD et à son Forum des affaires.

Je suis enchanté qu'elle se déroule ici, dans la ville historique de Sarajevo, au cœur des Balkans occidentaux.

Bien que **tous** les pays de la BERD aient un attrait et exercent une fascination qui leur sont propres, cette région occupe une place particulière dans ma propre carrière depuis vingt-cinq ans. Je suis donc content d'être ici à Sarajevo pour l'avant-dernière Assemblée annuelle à laquelle je participe en tant que Président de la BERD.

Je sais que nos hôtes ont travaillé extrêmement dur pour faire de cet événement un moment très spécial.

Au nom de la Banque, je tiens à remercier mes chers amis Denis Zvizdić, Président du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, Mirko Šarović, Vice-Président de ce Conseil et un de nos gouverneurs, Jyrki Katainen, Président de notre Conseil des gouverneurs, ainsi que le Secrétaire général, Enzo Quattrocioche, et l'ensemble de nos collègues réunis ici pour tous les efforts qu'ils ont mobilisés afin de préparer cette semaine.

Je remercie tout particulièrement aussi les dirigeants des pays de l'Ouest des Balkans qui se sont joints à nous aujourd'hui.

2. La BERD et la Bosnie-Herzégovine

Partout où la BERD investit, elle rassemble de nombreuses personnes issues de différentes sphères – le secteur privé, les pouvoirs publics, la société civile – pour générer un impact réel sur la transition.

Notre mission, comme le souligne notre devise, est d'« Investir dans des vies meilleures » – pour les personnes, les entreprises, les économies.

Cela vaut tout particulièrement pour la Bosnie-Herzégovine.

L'histoire de la BERD a commencé ici peu après la signature des Accords de Dayton à la fin de 1995.

Aujourd'hui, nos investissements représentent au total à 2,3 milliards d'euros, répartis entre 159 projets.

Plus particulièrement, sur près de 40 pays d'opérations dans le portefeuille de la Banque, les investissements consacrés à la Bosnie-Herzégovine sont les plus élevés au regard du PIB national.

Nous avons commencé ici par la reconstruction des infrastructures dans les secteurs des transports et de l'énergie à l'issue des années de conflit.

Actuellement, nous finançons, en collaboration avec nos partenaires, d'importants projets d'infrastructures reliant différentes parties du pays. Et nous relient la Bosnie-Herzégovine elle-même au reste de la région et à l'Union européenne.

Notre histoire a aussi démarré par de modestes investissements sous forme de participations dans deux banques locales.

À présent, nous utilisons un réseau de banques locales pour canaliser des financements vers les PME, appuyer les femmes entrepreneures et encourager les ménages à investir dans l'efficacité énergétique.

Un de nos objectifs est de créer une économie qui donne aux populations locales – en particulier aux jeunes – les moyens de réaliser leurs rêves chez eux, dans leur propre pays, plutôt qu'à l'étranger.

Trop de talents sur place décident d'émigrer. Nous devons donc instaurer les conditions qui les inciteront à rester.

Nous sommes fermement convaincus que nous pouvons y parvenir en accélérant l'intégration économique, tant à l'échelon régional que dans le contexte de l'adhésion à l'UE.

Je reviendrai ultérieurement sur ce thème extrêmement important.

3. Faits saillants en 2018

Notre histoire ici n'est qu'un chapitre d'un plus grand ouvrage sur les travaux que nous réalisons – et les moyens que nous mobilisons pour produire toujours plus d'impact – à travers trois continents.

Vous avez pu vous faire une idée de la vaste portée et de la grande diversité de nos actions – dans différents secteurs et territoires – grâce à la vidéo que vous avez regardée un peu plus tôt.

Cela fait maintenant trois années consécutives que nous avons investi près de 10 milliards d'euros dans nos pays d'opérations.

Les investissements de l'an dernier ont approché du record de 2017 et le nombre d'opérations s'est inscrit dans la fourchette supérieure du plan d'activités.

En 2019, je souhaite que la BERD franchisse le seuil des dix milliards d'euros pour la première fois de son histoire.

Cependant, la mise en œuvre de projets de qualité est bien plus importante que leur approbation et leur signature. Je me réjouis par conséquent que nous ayons pu augmenter les décaissements et favoriser la croissance de nos actifs d'exploitation. Ceux-ci ont désormais atteint un record de 30 milliards d'euros. C'est ce qui fera la différence sur le terrain.

Nous avons aussi constaté que la part de nos activités de prises de participations s'est étoffée par rapport à 2016.

Nous sommes également parvenus à favoriser la diversification des activités de la Banque, avec une forte hausse des opérations réalisées dans les petits pays et une réduction sensible de la concentration des activités dans les grands pays.

Nous avons mobilisé plus d'investissements pour multiplier notre impact.

Et nous avons augmenté le nombre de projets dans les pays où la transition était le moins avancée.

Le tout a été mené à bien en dépit de vents contraires sur les marchés d'actions et d'une dépréciation monétaire dans un certain nombre d'économies émergentes.

En effet, la Banque reste financièrement très solide. Les bénéfices réalisés avant dépréciation se sont établis à 606 millions d'euros, ce qui est très proche du chiffre enregistré l'année précédente.

Nous avons conservé la note AAA, l'une des agences de notation ayant rehaussé son évaluation de notre situation financière et faisant remarquer notre « très solide entreprise et profil de risque financier extrêmement robuste ».

Derrière les chiffres figurant dans notre état de situation financière, il y a de nombreuses histoires inspirantes sur nos travaux innovants, entre autres :

- le financement du canal de drainage Kitchener en Égypte, afin de réduire le niveau de pollution extrême pour six millions de personnes vivant dans le delta du Nil ;

- notre contribution à la sécurité énergétique par le corridor gazier sud-européen qui permet d'établir de nouvelles connexions énergétiques entre l'Asie et l'Europe et accélère le désengagement vis-à-vis du charbon ;
- nos premiers investissements au Liban et en Cisjordanie – deux marchés extrêmement difficiles ; et
- notre réengagement en Ouzbékistan, qui s'est produit à une vitesse spectaculaire et s'est notamment traduit par l'amélioration de la distribution de l'eau, de l'électricité et du chauffage à des centaines de milliers de personnes.

Je suis particulièrement fier des mesures que nous avons prises pour renforcer la résilience en développant les marchés de capitaux locaux et les opérations en monnaie locale. Effectivement, l'an dernier, 40 % de nos activités globales se sont déroulées en monnaie locale – soit sans conteste la plus forte proportion parmi les grandes banques multilatérales de développement. Cela concerne notamment un tiers du montant total d'un milliard d'euros consacré à la Turquie, un pays en proie à un ralentissement économique et à une dépréciation monétaire.

L'année dernière, de nouvelles stratégies et politiques ont également été adoptées qui nous permettront d'agir davantage à l'avenir.

- De nouvelles stratégies pour le secteur énergétique, les monnaies locales et les marchés de capitaux locaux, ainsi que les agro-industries.
- L'approbation du Programme pour les villes vertes, d'un montant de 700 millions d'euros, qui confirme notre rôle d'intervenant majeur dans le financement de mesures visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.
- La prolongation de notre mandat en Grèce jusqu'à la fin de 2025.
- Et il y a deux semaines, le Conseil d'administration a approuvé de nouvelles politiques innovantes de bonne gouvernance.

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier nos donateurs pour leur soutien. Sans ce soutien, notre impact serait, pour une bonne part, considérablement réduit – voire inexistant.

L'année dernière, ce soutien a représenté 583 millions d'euros, ce qui est nettement supérieur à l'objectif.

L'Union européenne reste notre principal donateur – et nous pouvons remercier à cet égard Jyrki !

Nous sommes particulièrement heureux de constater que l'Espagne et Israël ont repris leur place au sein de notre famille de donateurs. Et nous y accueillons en tant que donateurs un plus grand nombre de pays bénéficiaires, notamment la Turquie, la Pologne et la Bulgarie. Un grand merci à ces pays également.

Ce jour est aussi une excellente occasion de souhaiter un très bon 10^e anniversaire au Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO), un partenariat unique entre les gouvernements de la région, la Commission européenne, des donateurs bilatéraux et des banques multilatérales de développement comme la nôtre.

Et de féliciter le CIBO pour tout son travail, notamment pour avoir franchi l'étape de plus d'un milliard d'euros de dons aux projets.

Une des priorités pour nos donateurs et l'ensemble de nos actionnaires, ainsi que la direction bien entendu, est de veiller à ce que la Banque soit la plus efficace et efficiente possible.

Notre programme d'efficacité et d'efficience opérationnelles, en place depuis 2016, a généré des résultats financiers.

Il a en outre donné lieu, ce qui est tout aussi important, à une modification significative de nos méthodes de travail, notamment :

- une réduction des délais pour établir de nouvelles stratégies et prendre des décisions d'investissement ;

- une simplification de la procédure d'évaluation de l'impact d'un projet ;
- l'introduction d'équipes de spécialistes pour gérer le portefeuille de prêts ; et
- un recours nettement accru aux données pour prendre des décisions avisées.

Je suis également satisfait que nous ayons signé le contrat concernant notre nouveau siège de Canary Wharf, à Londres, où la Banque emménagera en 2022. Il s'agit d'un excellent accord commercial, qui permettra en outre à notre personnel, l'actif le plus important de la BERD, de travailler dans un des bâtiments les plus avancés en termes de viabilité environnementale.

Par ailleurs, comme beaucoup d'entre vous le savent, je reste fermement attaché au renforcement des relations entre tous – et je dis bien tous – les actionnaires et la Banque – et à l'amélioration de la qualité de notre compréhension commune.

Dans ma lettre de janvier adressée aux gouverneurs, j'ai entrepris de réaliser un exercice dans ce sens, axé sur les actions que la direction pourrait entreprendre de son côté.

Cet exercice, qui fait intervenir des consultants dotés d'une connaissance de la BERD et de sa gouvernance, est en cours et prévoit de recueillir les réactions de nos administrateurs.

J'envisage de mettre en œuvre des actions dans le cadre de cet exercice dès cet automne.

Un enseignement ressort clairement. Collectivement, nous sommes en position de force, en tant que Banque, lorsque nous avons la même vision de ce que nous cherchons à atteindre, que nous avons une idée claire de nos rôles respectifs, et que nous interagissons de manière énergique, mais constructive et, je tiens à le souligner, respectueuse, afin de définir le chemin que nous avons à parcourir.

4. #EBRDmore

Mesdames et Messieurs, vous, nos actionnaires, nous avez demandé d'agir davantage pour progresser vers « l'économie de marché... et la promotion de l'initiative privée et de l'esprit d'entreprise », comme nous nous y sommes engagés lors de la création de la BERD.

2019 sera une année charnière pour la BERD – le début d'un changement par étape qui nécessitera à la fois une amélioration de la **qualité** de ce que nous faisons et une augmentation de la **quantité** de nos investissements et projets à travers nos régions.

Le modèle opérationnel de la BERD, axé sur le secteur privé et associant nos traditions de saine gestion bancaire et d'encouragement des réformes des politiques, a porté ses fruits.

De même que notre connaissance approfondie des conditions locales, acquise grâce à notre réseau de 53 bureaux, implantés non seulement dans les capitales mais également dans des villes secondaires et dans des régions éloignées.

Nous obtenons des résultats localement, mais nous avons aussi une réflexion mondiale – notamment en nous engageant à investir plus de 40 % de notre VAIB dans l'économie verte d'ici la fin de 2020, afin de respecter les impératifs environnementaux décisifs de notre époque. Nous sommes en bonne voie pour atteindre cet objectif.

Nous nous réjouissons de cette occasion de continuer à accroître notre champ d'action – dans toutes nos régions.

Agir davantage sera un des principaux thèmes abordés lors de la préparation du prochain Cadre stratégique et capitalistique.

De même qu'un certain nombre d'autres aspects – notamment notre volonté de réagir à l'intérêt qu'expriment d'autres pays de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen en faveur d'une adhésion.

5. Intégration : la théorie et la pratique dans l'Ouest des Balkans

Rappelant que le thème de cette Assemblée annuelle est « Interconnecter les économies pour dynamiser la croissance », et que l'« intégration » est l'une des six qualités que nous utilisons pour définir des économies de marché viables, je souhaite revenir sur ce sujet.

En général, nous considérons l'intégration comme un instrument très puissant permettant de développer le commerce des biens et des services, d'augmenter les investissements transnationaux et, ce qui est peut-être le plus important, d'encourager l'échange de nouvelles idées et l'innovation.

L'intégration au moyen d'infrastructures physiques connecte les régions par des routes, des chemins de fer, des ports, des aéroports et des réseaux de télécommunications, aidant les personnes et les marchandises à se déplacer plus facilement.

Par exemple, le corridor Vc, un de nos projets régionaux phares, traverse la Bosnie-Herzégovine et relie la côte adriatique à l'Europe centrale.

Il stimule aussi les opportunités économiques dans des régions jusque-là mal connectées au reste de l'économie mondiale.

L'intégration économique concerne aussi les flux d'investissement.

Et l'intégration au moyen d'investissements directs étrangers peut avoir des effets d'une grande portée.

Par exemple, en améliorant les compétences des travailleurs dans les économies à forte émigration, comme ici dans l'Ouest des Balkans, ce qui crée davantage d'opportunités permettant aux populations locales d'exploiter pleinement leurs capacités.

En d'autres termes, elle peut interrompre le cercle vicieux de l'émigration de la main-d'œuvre, qui entraîne une baisse de la productivité, un recul des investissements et un accroissement de l'émigration.

Enfin, et c'est aussi un aspect d'une grande importance pour cette région, nous encourageons l'intégration pour promouvoir des réformes politiques et économiques susceptibles de générer une croissance pérenne et inclusive à long terme.

Le processus d'harmonisation de l'UE est à cet égard fondamental. À la BERD, nous le soutenons fermement. Nous considérons qu'il s'agit là d'un ancrage externe important pour les réformes.

Y compris des réformes qui favorisent l'intégration, comme :

- la promotion de normes commerciales plus rigoureuses se rapprochant toujours plus de celles de l'UE ;
- la réduction ou l'élimination des barrières commerciales ; et
- l'instauration de conditions équitables pour les entreprises.

Parallèlement, nous mobilisons également nos efforts pour attirer davantage d'investissements étrangers et renforcer le dialogue public-privé sur l'amélioration du climat des affaires.

Parmi ces efforts figure le lancement l'an dernier, en collaboration avec la Chambre de commerce régionale récemment créée, d'une Plateforme régionale d'investissement.

Et le lancement en mars d'un registre commercial en ligne pour l'Ouest des Balkans afin de promouvoir la transparence et l'accès des investisseurs à l'information. La Serbie et la Macédoine du Nord y participent déjà. D'autres se joindront bientôt à cette action.

6. Intégration : idées et personnes

Ces deux initiatives ont constitué des événements phares lors de notre tout dernier Sommet de l'investissement dans l'Ouest des Balkans à Londres.

Nous avons réuni pour la première fois en 2014 les six Premiers ministres de la région : une avancée historique à l'époque. Ce sommet a lieu à présent tous les deux ans, notamment en février prochain.

L'événement organisé à cette échelle a rencontré un tel succès que nous l'avons reproduit dans d'autres régions.

J'ai eu une fois encore une discussion extrêmement chaleureuse et passionnante avec les dirigeants de la région de l'Ouest des Balkans ce matin.

J'ai saisi cette occasion pour les féliciter de nouveau pour leurs efforts de promotion de l'intégration – et mettre en avant le profil de la région parmi les investisseurs.

Les investisseurs devraient se réjouir particulièrement de l'esprit de rapprochement symbolisé tout récemment par nos chers amis Zoran Zaev, Premier ministre de la Macédoine du Nord, et Alexis Tsipras, Premier ministre de la Grèce.

Ils sont un exemple émouvant – et inspirant – de vision, de courage, de leadership et de volonté de faire des compromis dans l'intérêt de leurs pays, de la région et de nous tous.

J'aimerais leur rendre, à tous deux, un hommage particulier aujourd'hui.

Et j'encourage aussi les dirigeants de la Serbie et du Kosovo à poursuivre leur dialogue, facilité par notre invitée spéciale, la baronne Catherine Ashton, en vue d'orienter leurs pays et la région élargie vers un avenir plus positif.

7. Conclusion

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, nous célébrons la BERD, ses accomplissements et ses valeurs, notamment l'intégration et sa signification spéciale pour l'Ouest des Balkans.

Demain, beaucoup d'entre nous commémorerons la Journée de l'Europe, au cours de laquelle nous honorons la paix et l'unité à travers ce continent.

Le 9 mai est l'anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman en 1950, qui s'est révélée un moment décisif dans la création de ce que nous connaissons à présent comme étant l'Union européenne.

Bon nombre de ses arguments restent pertinents soixante-dix ans plus tard et trouvent un écho dans les points que je viens d'évoquer.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. ». Ce sont les mots de M. Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères.

Mesdames et messieurs, ces mots restent vrais aujourd'hui et concernent aussi les nombreuses régions au-delà de l'Europe où la BERD se mobilise toujours davantage pour mettre en place :

des économies plus solides et plus dynamiques,
une solidarité et une intégration entre elles,
et un monde meilleur pour nos enfants.

Je vous remercie.